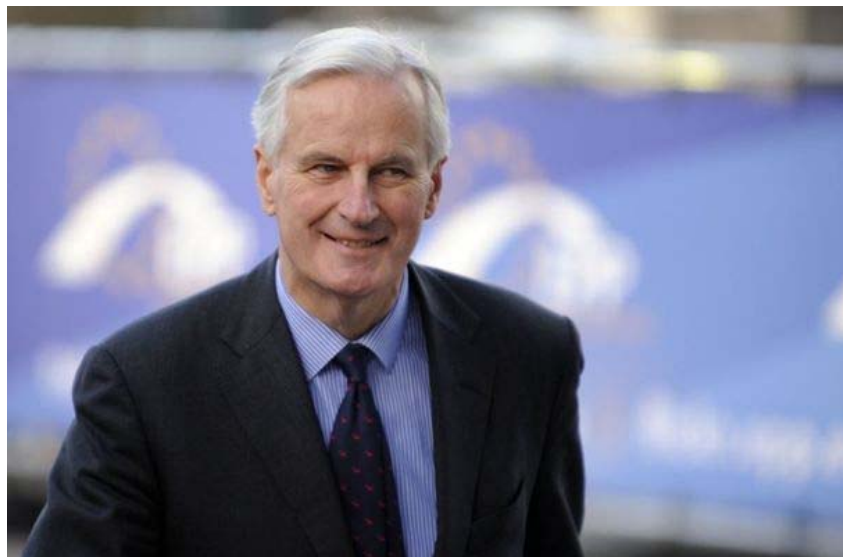


Michel Barnier: "Il faut un contrat social européen"

Propos recueillis par Christophe Barbier - publié le 03/01/2013 à 16:44

Le commissaire européen au Marché intérieur et aux Services appelle à un sursaut politique et à un grand débat public, au service d'une Europe toujours plus intégrée. Interview.



Michel Barnier souhaite un grand débat national sur l'avenir de l'Europe.

AFP PHOTO / JOHN THYS

Placide et patient, le commissaire européen aux Marché intérieur et aux Services aime sortir de ses dossiers un petit planning multicolore où apparaît l'état d'avancement de toutes ses missions, de tous ses défis. Union bancaire, régulation financière, brevet unique... De mois en mois, sans clairon, il engrange les succès et essaie d'améliorer le fonctionnement de cette Union si décriée par les opinions, persuadé que seules les avancées concrètes peuvent donner corps au rêve européen.

François Hollande dit que la crise de l'euro est proche de sa fin: confirmez-vous ce pronostic?

Oui, nous avons passé le "pic" de la crise financière à la fin du printemps 2012. Pendant les trois premières années, les dirigeants européens ont été souvent sur la défensive, décidant "le dos au mur". La liste des réformes est impressionnante : régulation des marchés, supervision, coordination économique et budgétaire dans la zone euro, réduction des déficits dans les pays trop endettés ; enfin, le volet croissance, que nous avons proposé et que la France a soutenu. Depuis le 29 juin, nous avons une réponse globale à une crise globale, et les marchés ont compris que nous ne laisserions pas la Grèce sortir de l'euro, que la solidarité et la responsabilité entre pays européens étaient solides.

On commence à voir les premières améliorations sensibles des indicateurs économiques. Les balances de paiement se redressent dans un certain nombre de pays et la notation de la Grèce vient d'être réévaluée de six crans. Les lourds efforts que les peuples de ces pays ont consentis, appuyés par la solidarité de l'Europe, paient. Mais nous sommes seulement au début de la seconde mi-temps. La situation reste fragile et les perspectives de croissance à long terme sont faibles. Un match n'est jamais gagné avant la fin de la seconde mi-temps !

La BCE ne change-t-elle pas de nature ?

Non ! Je dirais plutôt que son mandat est élargi. En plus de sa mission de veiller à la stabilité des prix, elle sera chargée de la stabilité bancaire. Tout ce que fait la BCE, elle le fait dans le respect des traités qui garantissent son indépendance et ont prévu (art. 127/6) qu'elle puisse être responsable de la supervision bancaire. Pour le reste, Mario Draghi a su, avec intelligence, accompagner et soutenir le retour progressif à la confiance et faire redémarrer le système interbancaire, totalement bloqué.

Peut-on parler de fédéralisme bancaire ?

Oui, même si le mot "fédéralisme" n'a pas la même traduction en Allemagne, en France ou au Royaume-Uni. La monnaie unique est par essence fédérale. L'organisation plus intégrée du secteur bancaire est logique. Comme la coordination des politiques économiques et des budgets dans la zone euro. Jacques Delors l'avait recommandée à l'époque, mais le courage collectif et la volonté ont manqué !

Avec les accords dits de Bâle 3, les banques européennes ne seront-elles pas affaiblies face aux américaines ?

Je ne crois pas. Les règles contenues dans ces accords ont pour objet de renforcer la qualité et la

Michel Barnier en 9 dates

1951 Naissance dans l'Isère. 1973 Conseiller général de Bourg-Saint-Maurice. 1978 Député de la Savoie. 1992 Organisateur des Jeux olympiques d'Albertville. 1993 Ministre de l'Environnement. 1999 Commissaire européen à la Politique régionale. 2004 Ministre des Affaires étrangères. 2007 Ministre de l'Agriculture. 2010 Commissaire européen au Marché intérieur et aux Services.



REUTERS/Jeff Haynes

Michel Barnier estime que François Hollande et Angela Merkel sont à la hauteur, même s'ils ont besoin de temps pour s'approprier.

quantité du capital détenu par les banques, pour faire face des risques qu'elles prennent. Si la liberté de gestion, ce sont des risques et des banques fragiles, je ne pense pas que ce soit l'objectif des gouvernements européens. La politique américaine par rapport à Bâle 3 est de nature un peu différente. C'est une question de stabilité globale. Nous avons décidé ensemble de renforcer nos banques, parce que les problèmes d'une grande banque américaine ou européenne ont vite fait de devenir un problème

pour l'économie mondiale tout entière. C'est ce qui s'est passé avec Lehman Brothers en 2008. Et puis ne soyons pas naïfs : les banques sont en concurrence. Si certains pays devaient ne pas appliquer les règles pour donner un avantage à leurs banques, nous aurions un véritable problème. Ça s'appelle la "concurrence réglementaire" et c'est une des causes de la crise. Par conséquent, ne pas tenir leurs engagements serait, pour les Etats-Unis, prendre un risque pour la stabilité financière globale. Ce ne serait pas acceptable et je le leur ai dit. J'ai été critiqué, notamment dans le monde anglo-saxon, pour avoir recalibré certaines règles de Bâle lorsqu'elles me paraissaient mal conçues, comme les règles de liquidité. Mais les banques européennes financent 75 % de l'économie sur notre continent et les marchés seulement 25 %, tandis qu'aux Etats-Unis, c'est l'inverse.

Par ailleurs, nous avons choisi d'appliquer les règles prudentielles à 8 000 banques européennes, et les Américains à 30 ! Voilà pourquoi je suis soucieux du bon calibrage de ces règles, pour ne pas pénaliser l'économie et préserver la diversité des banques, banques régionales, coopératives ou mutualistes. C'est le sens du projet européen CRD4, que nous finalisons en ce moment avec les ministres des Finances et le Parlement européen. Il n'y aura aucune naïveté européenne ! En même temps, nous n'aurons pas la mémoire courte : la crise est née d'une faiblesse des banques en capital, d'une mauvaise supervision, d'une absence d'encadrement des rémunérations et des bonus. Nous devons aux citoyens et aux contribuables de tirer toutes les leçons et nous les tirons !

L'avez-vous dit à Ben Bernanke ?

J'ai écrit au chairman de la Réserve fédérale quand nous avons appris le délai de mise en oeuvre des règles de Bâle 3 par les banques américaines, qui n'appliquent pas encore les règles de Bâle 2... Bâle 3, décidé par le G 20 en présence de Barack Obama, ne sera efficace que si tout le monde joue le jeu. Je passe beaucoup de temps à expliquer ce que font les Européens et à vérifier que nos partenaires font la même chose parallèlement, avec leurs propres lois. J'attends la réponse du chairman Bernanke et veux croire que le retard américain est dû à des raisons techniques. De toute façon, les Européens éviteront à la fois le procès d'intention et la naïveté.

En quoi le brevet européen, que vous avez mis au point, est-il une révolution pour les entreprises ?

Après trente ans, c'est un vrai progrès pour la compétitivité européenne ! 25 pays de l'Union viennent de s'entendre pour attribuer un titre unique de protection des inventions industrielles et de la recherche. Un brevet européen qui coûtera de 7 à 10 fois moins cher qu'aujourd'hui et mettra, dès 2014, nos entreprises, en particulier les PME, à égalité avec leurs concurrentes américaines, chinoises ou japonaises. Cette proposition, je l'avais présentée en 2011 parmi 50 autres engagements pour relancer le marché unique. Avec dix de mes collègues commissaires, nous avons visé tous les points de blocage du marché européen pour créer le meilleur "écosystème" et permettre à nos entreprises de créer de la prospérité et de l'emploi : mobilité avec les cartes professionnelles, simplification des marchés publics, signature électronique et e-commerce, entrepreneuriat social, etc.

En onze ans d'existence, l'euro a-t-il vraiment été un atout ?

Dans le même marché, comment imaginer avoir 27 monnaies différentes qui se concurrencent à coups de "dévaluations compétitives" ? La monnaie unique va avec le marché unique. Elle nous a redonné une souveraineté monétaire à l'échelle européenne. Souvenons-nous : le franc était dominé par le Mark, lui-même dominé par le dollar ! Et puis, l'objectif d'avoir des taux d'intérêt faibles et d'éviter l'inflation qui touche toujours les plus faibles a été atteint. Oui, l'euro est un atout économique, à la condition que l'on respecte désormais notre "règlement de copropriété" et que chaque pays fasse attention aux autres et à sa propre bonne gestion !

L'Europe, n'est-ce pas aussi le chômage ?

Le marché unique a créé 2,7 millions d'emplois. Or, dans ce même espace commun, certains pays développent leur industrie, quand d'autres reculent : ce n'est donc pas toujours la "faute de Bruxelles" ! Je recommande de lire attentivement le rapport de Louis Gallois, qui sait de quoi il parle. Voilà le programme économique de tout gouvernement français responsable, de gauche, du centre ou de droite !

Ne faudrait-il pas nationaliser au niveau de l'Union, "européaniser" certains secteurs clefs ?

La nationalisation n'est pas un tabou ! Même les Anglais l'ont utilisée pour sauver certaines banques il y a peu. Mais, de grâce, vivons avec notre temps, celui de l'ouverture aux autres, de l'accueil des investissements étrangers et du soutien aux entreprises françaises qui exportent et se développent ailleurs. Oui, il faut "européaniser", c'est-à-dire mutualiser nos politiques nationales de recherche, d'industries de défense et de promotion de toutes les technologies clefs pour l'avenir. Il ne s'agit pas de protectionnisme mais de protection, et la bonne protection est dans l'investissement, la recherche,

"Dans le domaine fiscal, la France se tromperait en pensant que les autres pays vont s'aligner sur sa propre règle"

l'éducation. C'est tout simplement l'indépendance de l'Europe qui est en cause, sa souveraineté. Je ne comprends pas comment certains peuvent encore aujourd'hui tenir un discours rabougri de repli national, voire nationaliste. Ce ne sont pas d'hypothétiques lignes Maginot qui feront regagner à la France des parts de marchés à l'exportation... Jamais je n'accepterai que l'avenir de nos enfants se fasse à New York et se défasse à Pékin ! Jamais !

La fin de 2012 a été marquée en France par l'affaire Depardieu : à quand une harmonisation fiscale en Europe ?

Dans un marché unique avec une monnaie unique, la logique est d'avoir une harmonisation des impôts, au moins ceux qui concernent les entreprises et les consommateurs. Mon collègue Algirdas Semeta [commissaire européen à l'Union douanière] a mis sur la table un projet d'harmonisation des bases de l'impôt sur les sociétés. Dans ce domaine fiscal, tout est toujours difficile puisqu'il nous faut avancer à l'unanimité des ministres des Finances. Mais la France se tromperait en pensant que les autres pays vont s'aligner sur sa propre règle ! Je n'approuve pas ceux qui partent de France pour des raisons fiscales, mais si ce mouvement d'expatriation devait s'amplifier, alors le gouvernement devrait revoir sa politique, pour éviter que la richesse nationale ne s'en aille.

Vous qui exposez dans vos bureaux successifs la célèbre photo Adenauer-de Gaulle, n'êtes-vous pas déçu et inquiet face au couple Merkel-Hollande ?

Dans une Europe à 27, bientôt 28 avec la Croatie, ce dialogue singulier entre Français et Allemands est de plus en plus nécessaire... et de moins en moins suffisant ! Il est vrai qu'Angela Merkel et François Hollande n'ont ni la même histoire ni la même sensibilité politique, qu'ils ont besoin de temps pour apprendre à agir ensemble... Mitterrand et Kohl, Chirac et Schröder ont eu besoin de ce temps aussi ! Mais je suis sûr que le président français et la chancelière allemande seront à la hauteur. Le moment de vérité sera après les élections allemandes de septembre : nous engagerons-nous ensemble, avec les autres pays volontaires, dans une nouvelle étape d'intégration économique, fiscale et politique, dans un nouveau partage de souveraineté ?

Je sais que cette question est difficile pour le PS. Elle l'est aussi pour l'UMP. Je souhaiterais tellement qu'on tienne un grand débat national sur l'avenir de l'Europe et celui de la France, qui vont ensemble, qu'on n'ait plus "l'Europe honteuse", qu'on dise avec conviction aux Français qu'on peut, qu'on doit être en même temps patriote et européen ! Bref, qu'on ne sacrifie plus "l'avenir au présent", comme le disait déjà Pierre Mendès France. Parfois, quand j'observe la politique française, si hexagonale, j'ai l'impression que certains sacrifient même l'avenir au passé.

"Etre européen n'est pas une option, mais une nécessité vitale"

Trouvez-vous en François Hollande, "fils spirituel" de Jacques Delors, la foi européenne escomptée ?

Il se situe dans la ligne "sociale-démocrate" et européenne de François Mitterrand et de Jacques Delors. C'est ainsi qu'il est vu dans les autres pays, c'est comme ça que je le connais. Je ne sais s'il faut parler de "foi", mais il est certain qu'il y avait beaucoup plus que de la raison dans les engagements de Mitterrand pour l'euro ou de Delors pour le marché unique notamment. Il y avait chez eux une passion et une ambition européennes. Nous allons avoir besoin de ce mélange de raison et de passion, car le projet européen est fragile, en danger sous les coups de la crise, face aux replis nationaux et protectionnistes. Il va falloir relever la ligne d'horizon.

Comment relancer l'Europe politique ?

La crise provoque dans les peuples deux réactions contradictoires. Soit le repli sur soi, soit le besoin d'être ensemble pour résister et se faire respecter dans un monde où les autres régions nous espèrent parfois, mais ne nous attendent plus. C'est le rôle des dirigeants politiques de convaincre les citoyens qu'être européen n'est pas une option, mais une nécessité vitale, que la défense de l'intérêt national ne peut plus être seulement nationale. Il faut expliquer à ceux, nombreux, qui s'inquiètent, que nous avons besoin des nations pour combattre le nationalisme, que nous ne rêvons pas d'une Europe uniforme, simplement d'une Europe unie.

Il faut démontrer qu'on ne réussira pas la transition écologique, qu'on ne trouvera pas la nouvelle croissance, plus verte, plus innovante, plus équitable, dans les seules limites de nos marchés nationaux, avec des politiques et des mesures juxtaposées ou concurrentes entre voisins. Mutualiser ou fédérer davantage, élire un président ou une présidente de l'Union européenne qui dirigera la Commission et le Conseil européen, mieux associer les parlements nationaux, renforcer le Parlement européen, parler et être capable d'agir sur la scène internationale : tout cela passe par les peuples, par un "contrat social européen" ! Le moment arrive, cette année et en 2014, d'engager ce grand débat public.